

 Université de Bretagne Occidentale	Emploi-type Referens : J2B44	Catégorie	Corps
BAP J Gestion et Pilotage Famille B Partenariat, valorisation de la recherche, coopération internationale	Chargé-e d'appui au projet de recherche	A	IGE
Voie d'accès	Concours INTERNE		
Nombre de postes ouverts	1		
Présentation de l'établissement	L'Université de Bretagne Occidentale (UBO) est un établissement pluridisciplinaire implanté sur cinq sites géographiques. Il accueille près de 23 000 étudiants dont 2 300 internationaux avec le concours de 2 350 personnels enseignants et BIATSS. La recherche à l'UBO s'appuie sur 4 axes thématiques (Sciences humaines et sociales, Mer, Santé-agro-matière et Numérique-Mathématiques) qui ont été concrétisés en 2021-2022 au travers de 177 projets de recherche.		
Localisation du poste	Direction Recherche Innovation et Valorisation économique (DRIVE), Brest		
Missions	Au sein du Pôle Soutien aux activités de recherche de la DRIVE, le/la chargé-e d'appui aux projets de recherche contribuera à : <ul style="list-style-type: none"> • La prospection, l'accompagnement au montage et à l'ingénierie de projets sur les plans administratif et financier. • La structuration et la mise en place des outils de pilotage pour la DRIVE. • La démarche de sciences ouvertes au sein de l'établissement. 		
Activités exercées	<ul style="list-style-type: none"> • Piloter le suivi, la justification et le reporting de différents types de contrats de recherche • Conseiller les équipes de recherche lors du montage des dossiers et leur apporter des éléments chiffrés fiables et facilement utilisables • Conseiller les équipes de recherche et les services gestionnaires dans l'exécution des contrats et leur justification financière • Exercer une veille réglementaire et documentaire • Être l'interlocuteur privilégié des partenaires financeurs externes • Participer à des sessions d'information auprès des financeurs institutionnels (Europe, Agence Nationale de la Recherche...) • Mettre en place ou actualiser les processus de suivi des contrats ; les diffuser auprès des opérateurs • Organiser une base de données sur le suivi des contrats pour établir des tableaux de bord et des états financiers • Proposer des outils et des indicateurs pertinents • Accompagner à la gestion des données de la recherche 		

<p>Connaissances et compétences requises</p>	<p>Connaissances (savoirs) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Droit public / Finances publiques • Droit des contrats • Organisation et fonctionnement de l'enseignement supérieur et de la recherche publique • Modes de fonctionnement des administrations publiques • Politiques, dispositifs et procédures propres au champ d'intervention • Environnement et réseaux professionnels • Méthodologie de conduite de projet • Analyse des données comptables et financières • Statistiques • Enjeux de la science ouverte • Langue anglaise : C1 minimum <p>Compétences techniques et opérationnelles (savoir-faire) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyser des offres en approche coût complet • Assurer le suivi des dépenses et des recettes • Elaborer, définir et suivre des budgets • Travailler en équipe • Piloter un projet • Utiliser les logiciels spécifiques à l'activité • Initier et conduire des partenariats <p>Aptitudes relationnelles et comportementales (savoir-être) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Capacité de conviction • Réactivité • Rigueur / Fiabilité
<p>Environnement de travail – conditions d'exercice</p>	<p>L'activité s'exerce au sein de la DRIVE qui comprend 22 personnels dont une directrice, une secrétaire de direction et 20 gestionnaires répartis au sein de 4 pôles : « Formation doctorale », « Soutien aux activités de recherche », « Institutionnel » et « Valorisation économique de la recherche ».</p>
<p>Conditions réglementaires pour postuler</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Être fonctionnaire ou agent de l'Etat, des collectivités territoriales ou des établissements publics qui en dépendent, être militaire ou magistrat en activité, détachement ou congé parental. • Justifier au 1er janvier 2023 de 5 ans de services accomplis auprès d'une administration, d'un organisme ou d'un établissement d'un Etat membre de la Communauté européenne ou d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et avoir reçu, le cas échéant, une formation équivalente à celle requise pour l'accès au corps des ingénieurs d'études dans l'un de ces Etats (<i>articles L321-2 et L325-5 du Code général de la fonction publique</i>).